

TRADUCTION

F. 87 — 463 (87-307)

23 DECEMBRE 1986. — Décret portant intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments des services publics et services assimilés et des établissements, associations et services subventionnés par les pouvoirs publics et relevant de la Région flamande. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 13 février 1987, à la page 2075, texte français, le titre du décret du 23 décembre 1986 doit se lire comme suit :

« Décret portant intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments des services publics et services assimilés et des établissements, associations et institutions subventionnés par les pouvoirs publics et relevant de la Région flamande. »

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 464

25 FEVRIER 1987. — Arrêté ministériel relatif à l'organisation du contentieux judiciaire du Ministère de la Région Wallonne — Direction générale des ressources naturelles et de l'Environnement : Inspection générale de l'eau et Service des Ressources du sous-sol

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Aménagement du Territoire, l'Eau et la Vie rurale,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6 et 82 *in fine*;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres membres de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 janvier 1982 modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 23 décembre 1985 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 avril 1982, modifié par celui du 23 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif,

Arrête :

Article 1er. Excepté devant le Conseil d'Etat, le contentieux des affaires relevant de l'Inspection générale de l'Eau et du Service des Ressources du sous-sol du Ministère de la Région Wallonne est confié, sur le territoire de la province du Luxembourg, à Me Etienne Orban de Xivry, avocat au Barreau de Marche-en-Famenne, dont le cabinet est établi à 6980 La Roche-en-Ardenne, rue Beausaint 31, portant le titre d'avocat du Ministère de la Région Wallonne.

En cette qualité, l'avocat attitré a mandat pour représenter le Ministère de la Région Wallonne, Inspection générale de l'Eau et Service des Ressources du sous-sol, tant en demandant qu'en défendant, devant toute juridiction.

Art. 2. L'avocat attitré peut également être chargé, par le Ministre, des contentieux pouvant survenir dans les services même du Cabinet ministériel.

Art. 3. Le Ministre conserve la faculté de confier des affaires litigieuses, dans des cas spéciaux, à un avocat autre que celui attitré conformément à l'article 1.

Si l'avocat doit se désister pour des raisons déontologiques, le Ministre peut désigner un des autres avocats attitrés.

Art. 4. L'avocat peut être consulté, pour des affaires non litigieuses, par le Ministre, l'Inspecteur général de l'Eau et le directeur général des Ressources naturelles aussi souvent que ceux-ci l'estiment opportun.

S'il échet, la consultation de l'avocat sera réglée par un règlement général ou par des dispositions individuelles.

L'avocat peut aussi être chargé d'élaborer ou de participer à l'élaboration de la réglementation en matière de politique de l'Eau.

Ces missions peuvent faire l'objet d'une convention particulière dans le cadre de l'abonnement et sans qu'il ait révision du montant de celui-ci.

Art. 5. L'avocat assure la défense des affaires contentieuses jusqu'à leur terme, — en ce compris la récupération des indemnités, frais et dépens —, quel que soit le degré de juridiction auquel elles sont déférées, sauf lorsque l'intervention d'un avocat près de la Cour de Cassation est légalement requise, auquel cas le dossier est transmis à l'avocat de cassation désigné par le Ministre.

En cas de cassation de l'arrêt et renvoi par la Cour de Cassation devant une autre Cour d'Appel, le dossier est à nouveau confié à l'avocat qui le traitait auparavant.

Art. 6. L'avocat est rémunéré par un abonnement annuel dont le montant est fixé à 250 000 francs, payables par tranches trimestrielles.

Il est rattaché à l'indice des prix à la consommation et varie à chaque augmentation ou diminution d'au moins cinq pour cent dudit indice.

Le montant de l'abonnement peut être réduit de moitié chaque année si le nombre de litiges ou de consultations confiés à un avocat est inférieur à cinq.

Art. 7. L'avocat est indemnisé de ses frais de déplacement d'après le tarif officiel de l'administration, lorsque ses devoirs de service occasionnent un déplacement en dehors de l'arrondissement judiciaire où est établi le siège de son cabinet; le Ministre détermine par assimilation, les classes du tarif dans lesquelles ils sont rangés.

Art. 8. En cas d'insuffisance constatée de l'abonnement d'un avocat attitré, eu égard au nombre d'affaires, le Ministre peut, dans les limites des crédits budgétaires, lui allouer un supplément extraordinaire annuel d'honoraires.

Art. 9. L'avocat bénéficie, en plus de son abonnement annuel, des indemnités de procédure, pour autant et dans la mesure qu'elles soient recouvrables à charges de la partie adverse.

Le décompte ne peut être fait que lorsqu'une affaire est définitivement terminée et après compensation éventuelle en cas de litige.

L'avocat est chargé par le Ministre de recouvrer lui-même à charge des parties succombantes lesdites indemnités.

Art. 10. La mission de l'avocat du Ministère de la Région Wallonne prend fin d'office le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans.

Art. 11. L'avocat du Ministère de la Région Wallonne n'est point considéré comme fonctionnaire faisant partie de l'administration générale dans le sens de la loi sur les pensions.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 février 1987.

Le Ministre de la Région Wallonne pour l'Aménagement du Territoire, l'Eau et la Vie rurale,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 464

25. FEBRUAR 1987. — Ministerialerlass über die Organisation der Prozessangelegenheiten des Ministeriums der Wallonischen Region — Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt : Generalinspektion für Wasser und Dienst für Bodenschätze

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6 und des Endes von Artikel 82;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 23. Dezember 1985 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeit unter die Minister, Mitglieder der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 27. Januar 1982 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. April 1982 zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, abgeändert durch den Erlass der Exekutive vom 23. Dezember 1985,

Beschliesst der Minister der Wallonischen Region für Raumordnung, Wasser und Landleben :

Artikel 1. Ausser vor dem Staatsrat werden die Prozessangelegenheiten für die die Generalinspektion für Wasser und der Dienst für Bodenschätze des Ministeriums der Wallonischen Region zuständig sind, auf die Provinz Luxemburg Herrn Etienne Orban de Xivry, Rechtsanwalt in Marche-en-Famenne, dessen Praxis in 6980 La Roche-en-Ardenne, rue Beausaint 31, liegt, in seiner Eigenschaft als Rechtsanwalt des Ministeriums der Wallonischen Region anvertraut.

In dieser Eigenschaft hat der ständige Rechtsanwalt den Auftrag, das Ministerium der Wallonischen Region, Generalinspektion für Wasser und Dienst für Bodenschätze, sowohl bei Klagen als auch bei Verteidigungen vor jedem Gericht zu vertreten.

Art. 2. Der ständige Rechtsanwalt kann ebenfalls vom Minister mit der Verteidigung von Streitfragen, die in den Dienststellen selbst des Kabinetts des Ministers auftreten können, beauftragt werden.

Art. 3. In besonderen Fällen behält der Minister die Möglichkeit, einem anderen Rechtsanwalt als demjenigen, der gemäss Artikel 1 beauftragt worden ist, strittige Angelegenheiten anzuvertrauen.

Wenn der Rechtsanwalt aus Gründen der Deontologie verzichten muss, kann der Minister einen der anderen ständigen Rechtsanwälte bestellen.

Art. 4. Für nicht strittige Angelegenheiten kann der Rechtsanwalt von dem Minister, dem Generalinspektor für Wasser und dem Generaldirektor der Naturschätze zu Rate gezogen werden, sooft diese es für angebracht halten.

Diese Hinzuziehung des Rechtsanwaltes wird gegebenenfalls durch eine allgemeine Verordnung oder durch individuelle Bestimmungen geregelt.

Der Rechtsanwalt kann ebenfalls mit der Ausarbeitung oder mit der Beteiligung an der Ausarbeitung der Regelung in Sachen Wasserpolitik beauftragt werden.

Diese Aufgaben können, im Rahmen des Abonnements und ohne dass dessen Betrag neu festgesetzt wird, den Gegenstand eines Sonderabkommens bilden.

Art. 5. Der Rechtsanwalt übernimmt die Verteidigung der Streitsachen bis zu ihrem Abschluss — die Beitreibung der Vergütungen, Unkosten und Gerichtskosten eingeschlossen — ganz gleich vor welche Instanz sie gebracht werden, ausser wenn das Eingreifen eines Rechtsanwaltes beim Kassationshof laut Gesetz erforderlich ist. In diesem Fall wird die Akte an den vom Minister bestellten Rechtsanwalt beim Kassationshof weitergeleitet.

Wenn die Entscheidung aufgehoben und vom Kassationshof an einen anderen Appellationshof verwiesen wird, wird die Akte wiederum dem Rechtsanwalt anvertraut, der sie vorher bearbeitete.

Art. 6. Der Rechtsanwalt wird aufgrund eines Jahresabonnements entlohnt, dessen Betrag für jeden auf 250 000 BF festgesetzt und in dreimonatlichen Raten ausgezahlt wird.

Er ist an den Index der Verbraucherpreise gebunden und schwankt bei jeder Erhöhung oder Verringerung von mindestens 5 Pzt. des vorgenannten Indexes.

Der Abonnementsbetrag kann jedes Jahr um die Hälfte gekürzt werden, wenn dem Rechtsanwalt weniger als fünf Streitfälle oder Beratungen anvertraut worden sind.

Art. 7. Dem Rechtsanwalt werden die Fahrtkosten gemäss dem offiziellen Tarif der Verwaltung vergütet, wenn er sich aufgrund seiner Dienstpflichten ausserhalb des Gerichtsbezirks seiner Praxis begeben muss; der Minister bestimmt durch Gleichstellung die Tarifstufen, in die sie eingeordnet werden.

Art. 8. Wenn sich das Abonnement eines ständigen Rechtsanwalts im Hinblick auf die Anzahl der von ihm behandelten Angelegenheiten, ihr Ausmass und die Pflichten als ungenügend erweist, kann der Minister ihm im Rahmen der Haushaltsmittel einen aussergewöhnlichen jährlichen Honorarzuschlag gewähren.

Art. 9. Zusätzlich zu dem Jahresabonnement erhält der Rechtsanwalt Prozessvergütungen, sofern und in dem Masse, wie diese zu Lasten der Gegenpartei gehen.

Die Abrechnung kann erst erfolgen, nachdem die Angelegenheit endgültig abgeschlossen und im Falle eines Streit es ein eventueller Ausgleich vorgenommen worden ist.

Der Rechtsanwalt wird vom Minister beauftragt, diese Vergütungen selbst und zu Lasten der verlierenden Partei einzuziehen.

Art. 10. Der Auftrag des Rechtsanwaltes des Ministeriums der Wallonischen Region nimmt von Rechts wegen ein Ende am ersten Tag des Monats nach demjenigen, in dem er das Alter von 65 Jahren erreicht.

Art. 11. Der Rechtsanwalt des Ministeriums der Wallonischen Region wird keineswegs als Beamter der allgemeinen Verwaltung im Sinne des Gesetzes über die Pensionen betrachtet.

Art. 12. Vorliegender Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Brüssel, den 25. Februar 1987.

Der Minister der Wallonischen Region für Raumordnung, Wasser und Landleben,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 464

25 FEBRUARI 1987. — Ministerieel besluit houdende organisatie van de dienst juridische geschillen van het Ministerie van het Waalse Gewest. — Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu : Algemene Inspectie voor water en Dienst voor ondergrondse hulpbronnen

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landelijk Leven,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 6 en 82 *in fine*;

Gelet op het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers, leden van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 januari 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 22 april 1982, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 23 december 1985 houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Besluit :

Artikel 1. Uitgezonderd voor de Raad van State, worden de betwiste zaken die tot de bevoegdheden van de Algemene Inspectie voor Water en van de Dienst voor ondergrondse hulpbronnen van het Ministerie van het Waalse Gewest behoren toevertrouwd,

aan de heer Etienne Orban de Xivry, advocaat bij de Balie van Marche-en-Famenne, kantoor houdende te 6980 La Roche-en-Ardenne, rue Beausaint 31, op het gebied van de provincie Luxemburg, die de titel van advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest voert.

In die hoedanigheid is de advocaat gemandateerd om het Ministerie van het Waalse Gewest, Algemene Inspectie van Water en Dienst voor ondergrondse hulpbronnen hetzij als eiser, als verweerder voor elk rechtscollege te vertegenwoordigen.

Art. 2. De aangestelde advocaat kan eveneens door de Minister ermee belast worden de verdediging op zich te nemen wanneer geschillen in de dienst zelf van het ministerieel kabinet voorkomen.

Art. 3. De Minister behoudt in bijzondere gevallen de mogelijkheid betwiste zaken toe te vertrouwen aan een andere advocaat dan die welke overeenkomstig artikel 1 is aangesteld.

Indien de advocaat zich om deontologische redenen moet terugtrekken, kan de Minister één van de andere aangestelde aanwijzen.

Art. 4. De advocaat kan voor niet-betwiste zaken geraadpleegd worden door de Minister, de Algemene Inspecteur voor Water en de Algemene Directeur voor Natuurlijke Hulpbronnen zo vaak zij het nodig achten.

In voorkomend geval zal de raadpleging van de advocaat geregeld worden bij wege van een algemeen reglement of van afzonderlijke bepalingen.

De advocaat kan ook belast worden met het opstellen van reglementering inzake waterbeleid of er aan mede te werken.

Deze opdrachten kunnen het voorwerp zijn van een bijzondere overeenkomst in het kader van het abonnement zonder herziening van het bedrag ervan.

Art. 5. De advocaat staat in voor de verdediging van de betwiste zaken tot aan de afhandeling ervan — met inbegrip van de terugwinning van vergoedingen, kosten en gerechtskosten —, ongeacht de rechtscollege waarnaar zij verwezen worden, behalve wanneer het optreden van een advocaat bij het Hof van Cassatie wettelijk vereist is. In dit geval wordt het dossier overgezonden aan de door de Minister aangewezen cassatieadvocaat.

Als het arrest verbroken wordt en de zaak door het Hof van Cassatie naar een ander Hof van beroep wordt verwezen, wordt het dossier opnieuw toevertrouwd aan de advocaat die het voorheen behandelde.

Art. 6. De advocaat wordt bezoldigd op basis van een jaarlijks abonnement dat voor elk 250 000 frank, het bedrag wordt per driemaandelijke stortingen uitbetaald. Het wordt gekoppeld aan het indexcijfer en wordt aangepast bij elke stijging of daling van minstens 5 pct. van het indexcijfer.

Het bedrag van het abonnement kan met de helft verminderd worden voor elk jaar waarin het aantal aan de advocaat toevertrouwde geschillen of gevraagde raadplegingen minder dan vijf bedraagt.

Art. 7. De advocaat wordt volgens het officiële tarief van de overheidsdiensten voor zijn reiskosten vergoed wanneer hij zich voor de behandeling van een zaak buiten het gerechtelijk arrondissement moet verplaatsen waar zijn kantoor gevestigd is; de Minister bepaalt op basis van gelijkstelling de tariefklasse waarin ze worden gerangschikt.

Art. 8. Wanneer wordt vastgesteld dat het abonnement van een aangestelde advocaat ontoereikend is, rekening houdend met het aantal zaken die hij heeft moeten behandelen, kan de Minister hem, binnen de perken van de begrotingskredieten, in een bijzondere overeenkomst een buitengewone jaarlijkse toeslag bij zijn honorarium toekennen.

Art. 9. De advocaat ontvangt naast hun jaarlijks abonnement procedurevergoedingen voor zover zij van de tegenpartij teruggevorderd kunnen worden.

De afrekening mag slechts gemaakt worden wanneer een zaak definitief beëindigd is en na eventuele compensatie in geval van geschil.

De advocaat wordt door de Minister belast zelf die vergoedingen van de verliezende partijen terug te vorderen.

Art. 10. De opdracht van de advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest eindigt ambtshalve de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke hij de leeftijd van 65 jaar bereikt.

Art. 11. De advocaat van het Ministerie van het Waalse Gewest wordt niet als ambtenaar van het algemeen bestuur beschouwd in de zin van de wet op de pensioenen.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 25 februari 1987.

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landelijk Leven,
A. LIENARD

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 8 octobre 1986, entrant en vigueur le 11 mars 1987, M. Grandjean, R., greffier-chef de greffe des justices de paix des cantons d'Aubel et de Limbourg, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 21 octobre 1986, entrant en vigueur le 10 mars 1987, M. Torfs, L., greffier-chef de greffe de la justice de paix du canton de Malines, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Milices privées. — Autorisations

Par arrêté royal du 4 février 1987, délibéré en Conseil des Ministres, l'autorisation prévue à l'alinéa 2 de l'article 1er de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées est accordée à la S.A. « Brink's-Ziegler », dont le siège social est établi à 1020 Bruxelles, rue Dieudonné Lefèvre 100, et inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le n° 377142.

Cette autorisation est octroyée pour un terme expirant le 31 décembre 1989.

Par arrêté royal du 4 février 1987, délibéré en Conseil des Ministres, l'autorisation prévue à l'alinéa 2 de l'article 1er de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées est accordée à la S.A. « Securicor Belgium », dont le siège social est établi à Zaventem, Brucargo-Building 706, P.O. Box 319, et inscrite au registre du commerce de Bruxelles, sous le n° 321754.

Cette autorisation est octroyée pour un terme expirant le 31 janvier 1990.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 8 oktober 1986, dat in werking treedt op 11 maart 1987, is de heer Grandjean, R., griffier-hoofd van de griffie van de vrederechten van de kantons Aubel en Limbourg, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 21 oktober 1986, dat in werking treedt op 10 maart 1987, is de heer Torfs, L., griffier-hoofd van de griffie van het vrederecht van het kanton Mechelen, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Private militias. — Machtigingen

Bij koninklijk besluit d.d. 4 februari 1987, in Ministerraad overlegd, is de toelating bedoeld bij lid 2 van artikel 1 van de wet van 29 juli 1934 houdende verbod van private militias, verleend aan de N.V. « Brink's-Ziegler », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1020 Brussel, Dieudonné Lefèvrestraat 100, en ingeschreven in het handelsregister van Brussel, onder het nr. 377142.

Deze machtiging is verleend voor een termijn eindigend op 31 december 1989.

Bij koninklijk besluit d.d. 4 februari 1987, in Ministerraad overlegd, is de toelating bedoeld bij lid 2 van artikel 1 van de wet van 29 juli 1934 houdende verbod van private militias, verleend aan de N.V. « Securicor Belgium », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Zaventem, Brucargo-Building 706, P.O. Box 319, en ingeschreven in het handelsregister van Brussel, onder het nr. 321754.

Deze machtiging is verleend voor een termijn eindigend op 31 januari 1990.